

Observatoire Grand Est Agricole



JUILLET
2024

N° 21



RÉSULTATS 2023

- Perspectives 2024
- Un ciseau des prix défavorable
- Evolution des charges



AS GRAND EST
Accompagnement
Stratégie
Conseil • Gestion
Expertise comptable



CONTACTS

AGC CFG 67

03 88 19 16 83

steve.kuhn@cfg67.com

AS Entreprise 51

03 26 04 96 66

ojosselin@fdsea51.fr

AS CEFIGAM 57

03 87 55 17 52

ehalle@ascefigam57.fr

AS CEFIGAM 55

03 29 83 69 00

romain.erard@cefigam.com

Cerfrance Moselle

03 87 86 11 22

anoel@moselle.cerfrance.fr

Cerfrance ADHEO

03 29 84 59 35

hpouzet@adheo.cerfrance.fr

Cerfrance 68

03 89 20 94 95

svenner@68.cerfrance.fr

Cerfrance Vosges

03 29 94 05 88

cgrillon@88.cerfrance.fr

Cerfrance CNEIDF

03 25 94 48 71

athiebaut@cneidf.cerfrance.fr

CDER

03 26 66 76 00

t.herbin@cder.fr

FRSEA Grand Est

03 83 98 12 29

asdir.frsea-grandest@reseaufrsea.fr

Comme évoqué dans le précédent numéro, les résultats 2023 confirment leur forte baisse pour la plupart des productions. Hormis pour la Champagne crayeuse et le Barrois Sud, les résultats définitifs sont encore plus bas que ceux prévus à l'automne dernier. On constate même des valeurs négatives dans certains secteurs du Barrois et en Alsace. De plus, les écarts avec les moyennes historiques n'ont jamais été aussi importants. Ces chiffres confirment bien l'effet ciseau annoncé lors de la publication des résultats 2022 très élevés.

Ces revenus s'expliquent par des prix de vente des cultures au plus bas en 2023 et des niveaux de charges opérationnelles jamais atteints (700 à 1000 €/ha de culture). Seules quelques exploitations sont parvenues à limiter la hausse de leur poste fertilisation en intervenant sur leur date d'achat.

Globalement, on constate que les régions à dominante polyculture-élevage ou produisant des betteraves et pommes de terre ont tiré leur épingle du jeu. En effet, les prix de ces productions (lait, viande, cultures industrielles) se sont maintenus, voire ont augmenté, confortant d'autant la marge de ces structures.

A l'opposé, les producteurs de bouteilles de Champagne et d'Alsace améliorent leurs revenus en 2023 et ces derniers restent également supérieurs à leur moyenne historique. Par contre, 2023 met en évidence un début de la baisse des ventes de bouteilles qui se confirme également sur le premier semestre 2024. Nos régions viticoles rejoindraient-elles la tendance nationale ?

L'année 2024 s'annonce à nouveau atypique avec une forte pluviométrie sur les sept derniers mois qui a retardé et/ou pénalisé l'implantation des cultures de printemps. Cette dernière a généré des problèmes de maîtrise des adventices (vulpins, folle avoine ...) et des maladies suivant les conduites culturales. La récolte des fourrages est également très compliquée et impacte leur qualité. Les prix de vente des céréales viennent de retrouver les niveaux de 2023. Il ne reste plus qu'à attendre la prochaine moisson pour mesurer les réels impacts de ces phénomènes...

LÉGENDE DES CARTES



BARROIS



MONTAGNE VOSGIENNE, JURA



CHAMPAGNE CRAYEUSE



PAYS-HAUT LORRAIN, LA WOEVRE



CHAMPAGNE HUMIDE,
ARGONNE (Mi-Champagne,
Vallage marnais, Perthois, Bocage et Der)



PLAINE D'ALSACE



PLATEAU LORRAIN



RÉGIONS DE POLY-CULTURE
DE LA BORDURE OUEST



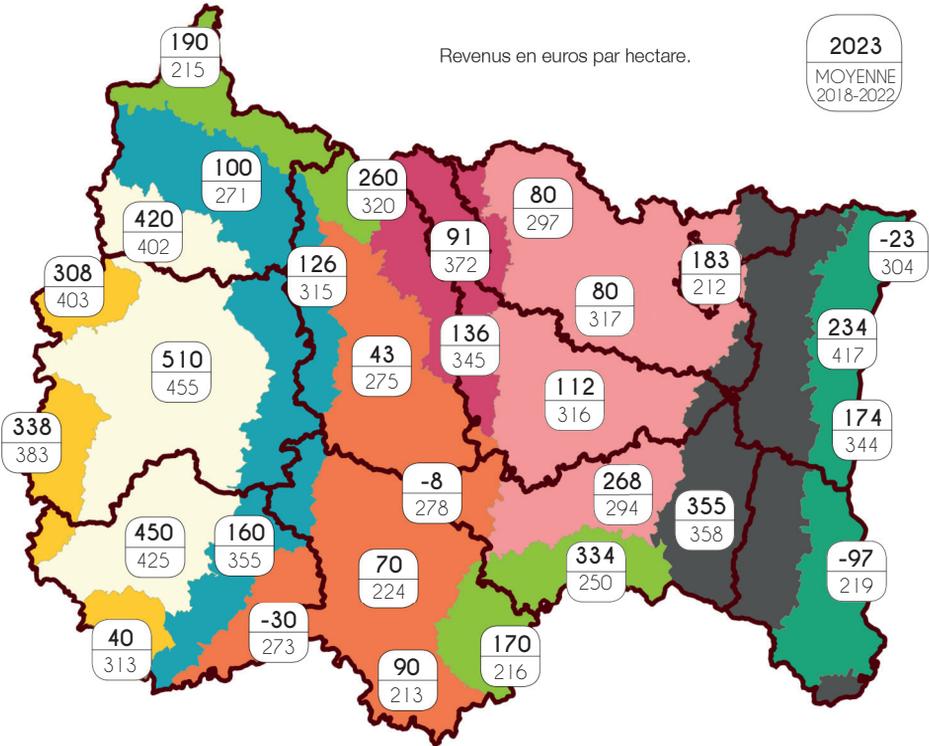
RÉGIONS D'HERBAGES
DOMINANTS

(Tardennois, Brie, Nogentais, Pays d'Othe)

(Ardennes, Basse-Normandie, Vêgè, Montmédy)

REVENUS AGRICOLES : une année morose

Le revenu moyen 2023 a été divisé au minimum par deux, comparé au revenu moyen de 2022, sur l'ensemble des petites régions agricoles du Grand Est, à l'exception du département des Vosges. Sur certains territoires, les revenus sont même négatifs, comme dans le Barois ou en plaine d'Alsace. Certes, l'année 2022 a été une année record, mais les revenus 2023 sont également très en-dessous de la moyenne quinquennale (2018-2022), sauf en Champagne crayeuse et dans les Vosges. La forte hausse des charges qui s'était initiée en 2022, s'est poursuivie en 2023, plombant les résultats des exploitations. Les charges opérationnelles ont bondi de 18% sur 1 an et 42% sur 2 ans. Les engrais sont de loin l'approvisionnement dont le coût s'est le plus envolé. On peut également constater une hausse significative sur les semences, les produits phytosanitaires et les travaux par tiers. En grandes cultures, les rendements 2023 auront été très hétérogènes en céréales et en oléagineux, mais c'est surtout l'effondrement des cours qui provoque une chute du chiffre d'affaires de ces exploitations. En revanche, les cultures spéciales comme la betterave sucrière, la pomme de terre de consommation et la luzerne ont connu des prix élevés. Les productions animales s'en sortent bien (bovins lait, bovins viande, porcs, volailles), aidées par une bonne récolte fourragère en plus du maintien des prix de vente. Ainsi, les régions agricoles où l'élevage est important limitent "la casse" en termes de revenus. A l'inverse, les zones de grandes cultures voient leur revenu s'écrouler, sauf celles dont la part des cultures spéciales est élevée.



Blé : une remontée récente des cours

En baisse constante de 10/2022 à 03/2023, son cours a perdu 140€/T, principalement en raison des volumes importants à écouler. Il se situe fin mai à 250 €/t. Au second trimestre 2024, on note une reprise de sa cotation dictée par les prévisions de la récolte 2024 qui s'annonce modérée en France, en Russie, en Mer Noire... en raison du temps pluvieux, de la « pression maladie », du développement de vulpin... Un coup de chaleur avant récolte n'est pas à exclure, ce qui pénaliserait davantage les rendements, mais favoriserait son cours. Dans le Grand Est, la sole blé reste stable.

Orges

Un constat identique au blé concernant l'évolution de la cotation des orges fourragères depuis 10/2022, mais avec un prix inférieur de 30 €/T. Certaines parcelles d'orge ont dû être retournées et réimplantées en cultures du printemps suite aux pluies incessantes. Les récoltes attendues à ce jour sont « moyennes » avec des épis peu remplis par manque de soleil.

Mais grain

Une cotation également en baisse de 140 €/T sur la même période. A 200 €/T début juin 2024, il reste plus en retrait que le blé suite à des volumes plus importants présents sur les marchés. L'évolution de son cours reste incertaine car son cycle de production est peu avancé et les risques climatiques sont à venir. Face à un blé plus cher, les fabricants d'aliment du bétail se tournent vers le maïs, lui laissant ainsi un débouché supplémentaire. L'assolement du Grand Est est en hausse de 10 000 ha (+6.3%) par rapport à l'an passé.

Oléagineux : un rebond fragile des cours

Après une longue phase de correction et un point bas atteint en février 2024, les cours du colza se redressent depuis quelques semaines dans un contexte d'inquiétudes concernant le potentiel de production en Europe. En effet, les pluies abondantes du printemps et le manque d'ensoleillement en période de floraison pourraient impacter le potentiel de rendement. Quant au tournesol, ce dernier devrait profiter du report des semis d'autres cultures pour se stabiliser dans les assolements.

La légère embellie des cours constatée ces derniers mois sur le complexe oléagineux reste fragile et restera sous l'influence des prix du pétrole, ainsi que des récoltes de soja et de canola en provenance du continent Américain.

Betteraves : des surfaces orientées à la hausse

Les conditions pluvieuses du printemps ont nettement perturbé et retardé les semis de betteraves. Néanmoins, les surfaces 2024 affichent une progression de presque 5% en France et en Europe sous l'effet de prix de vente rémunérateur pour les producteurs.

Malgré le contingentement des importations de sucre Ukrainien, voté par les députés du parlement Européen, cette année risque toutefois d'être plus difficile, du fait d'un environnement mondial extrêmement volatil sur le marché du sucre. Dans ces conditions, la valorisation des betteraves sucrières devrait s'orienter à la baisse pour se situer sur des niveaux proches des 40 €/T à 16°.

Lait : une collecte en baisse

La diminution de la collecte dans les principaux pays producteurs a permis partiellement de compenser la baisse des échanges mondiaux (la Chine étant toujours en retrait sur les marchés). Les prix payés aux producteurs ont tendance à fléchir sur le dernier trimestre 2023 et début 2024 (- 25 € /1000 l), avec des perspectives mitigées pour le reste de l'année. L'enjeu pour les laiteries est de "coller" aux prix de marché, influencé par le commerce mondial, tout en donnant des signes encourageants aux éleveurs à poursuivre leur production.

Les conditions météo, difficiles depuis l'automne 2023, ont freiné la reprise de la production laitière française. Mais, depuis ce début d'année, la région Grand Est reste la plus dynamique.

Viande bovine : des niveaux de prix sans précédent

La baisse des effectifs de femelles en France, bien qu'en ralentissement, se poursuit et permet toujours, malgré une érosion continue de consommation, de soutenir les prix payés aux producteurs. En race à viande, les prix se stabilisent à des niveaux sans précédents. Un différentiel s'effectue avec les races laitières, mais la valorisation moyenne reste bien supérieure à la situation de l'automne 2021.

On s'orienterait donc vers une stabilisation des prix en 2024.

Volailles : une production stable

En 2023, la production avicole est stable par rapport à 2022, après plusieurs années de baisse en lien avec l'amélioration de la situation sanitaire et après les différentes crises d'influenza aviaire subies par la filière.

Les prix pour la volaille de chair se sont stabilisés et ont même légèrement baissé sur 2023, passant de 4,00 €/kg en janvier à 3,45€/kg en décembre.

En février 2024, la production française d'œufs de consommation était de 1,2 milliard d'unités, en repli de 5,4 % sur un an. Le prix de production des œufs reste encore très élevé.

Porcs : une situation économique en amélioration

En 2023, le coût de l'alimentation porcine a diminué de 14,9 % par rapport à 2022, améliorant la rentabilité de la filière et augmentant le poids des animaux. Un prix de vente élevé, 2,20€ en avril 2024, a renfloué les trésoreries des élevages en difficulté depuis 2020. Malgré une baisse de production de 5,3 % en 2023, la situation économique s'est améliorée. Le taux d'auto-provisionnement en viande porcine est de 99,4 %, insuffisant pour couvrir la consommation française.

Les bons indicateurs ont incité les producteurs à reconstituer le cheptel reproducteur, anticipant une croissance de 2 % en 2024. Mondialement, la baisse de production en Chine en 2024 ne sera pas totalement compensée par les hausses aux USA et au Brésil.

La viticulture champenoise

Dame nature a encore été généreuse pour cette vendange 2023, même si les températures très élevées ont rendu les conditions de coupe difficiles. Ce qui a permis de réaliser l'appellation de 11 400 kg/ha, de finir de constituer sa réserve individuelle à 8 000 kg/ha et d'aller pour certains au plafond de 10 000 kg/ha.

Le marché du Champagne 2023 est marqué par une baisse significative des ventes, 299 millions de bouteilles en 2023, contre 326 millions en 2022 et 320 millions en 2021.

Retenons que la montée en gamme du Champagne avec l'appétence grandissante pour des cuvées davantage valorisées, surtout à l'exportation, permet à la filière de maintenir son chiffre d'affaires au-dessus de 6 milliards d'euros.

La baisse des ventes initiée en 2023 se poursuit sur les premiers mois de 2024. Elle est d'autant plus marquée sur les exportations et les ventes en GMS sur le marché intérieur. Ainsi, les Maisons de Champagne et les coopératives sont les plus impactées avec des baisses respectives de -12.7 % et -19.1% sur les ventes des 12 derniers mois (04/23 VS 03/24). Les vignerons s'en sortent avec une diminution plus mesurée à -3.8%.

Revenu €/ha	Projection Récolte 2023	Récolte 2022	Moyenne 2018/2022
Vendeur de raisins	35 000 €	41 200 €	23 800 €
Vendeurs de bouteilles	43 000 €	38 700 €	25 400 €
Prix du kg de raisin tous cépages (en €/kg)	7,0	7,0	6,4

La viticulture alsacienne

En Alsace, le millésime 2023 a été très généreux en qualité et en quantité. Les rendements maximum ont été atteints dans un bon nombre de situations. Certains vignerons ont pu alimenter le Volume Complémentaire Individuel (VCI), un volume de vin mis en réserve pour palier à d'éventuelles petites récoltes futures.

Cette belle récolte contraste avec la situation du marché. Les ventes reculent pour l'ensemble de l'appellation, à l'exception du crémant. Néanmoins, certains viticulteurs parviennent à faire progresser leur chiffre d'affaires dans ce contexte.

Après de bons résultats dans l'ensemble depuis la fin du Covid, l'année 2024 marquera un tournant sur le plan économique avec des difficultés pour vendre. L'ajustement à la baisse des rendements officiels semble inévitable pour obtenir une adéquation de l'offre et de la demande. La gestion commerciale deviendra primordiale dans les exploitations familiales. La quête de nouveaux marchés permettant de créer de la valeur ajoutée.

Revenu €/ha	Projection Récolte 2023	Récolte 2022	Moyenne 2018/2022
Vendeur de raisins	3 700 €	3 176 €	3 356 €
Vendeurs de bouteilles	5 400 €	5 036 €	4 486 €
Prix du kg de raisin tous cépages (en €/kg)	1,75	1,66	1,63

MARCHÉS ET CLIMAT : des variables à très fort impact économique

L'analyse que nous pouvons faire sur la production du blé qui couvre approximativement 1/3 des surfaces des exploitations céréalières, donne une tendance transposable à la plupart des productions. Début des années 2020, le coût de production d'une tonne de blé avoisinait 170€/t. Le blé 2023 a coûté à produire de 240 à 250 €/t, pour revenir en 2024 à environ 210€/t (à condition que la moisson 2024 laisse la possibilité de récolter des quantités et qualités dans la moyenne).

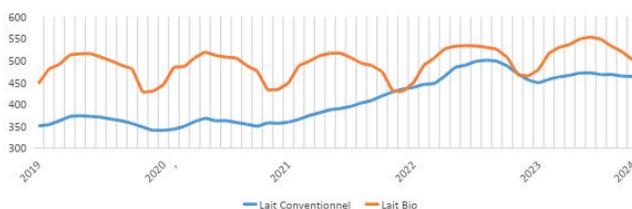
Le seuil psychologique d'un prix de vente de 200€/t de blé qui pouvait être un objectif confortable pour le producteur avant 2022, ne lui permettra pas d'équilibrer ses comptes en 2024. La hausse de plus de 40% en 2023 des coûts de production, pour revenir à +25% par rapport à 2020, montre l'intérêt pour un producteur de mesurer l'impact de ses choix d'achats sur ses coûts de productions.

Pour maintenir son pouvoir d'achat, le consommateur a modifié ses habitudes d'achats vers des produits alimentaires plus standards, au détriment du label et du Bio dont la demande chute. La hausse des charges combinée à un marché bio plutôt lourd, ont nécessité des soutiens financiers peut-être insuffisants, mais nécessaires.

Les fortes pluviométries de ces derniers mois laissent planer des craintes sur les potentiels de production qui seront certainement très différents d'une localité à l'autre. Les quelques sursauts sur les marchés de ce printemps seront, espérons-le, facteurs de retour à l'équilibre !

Les écarts de performances économiques entre exploitations ont été particulièrement marqués durant les deux années passées, avec des prix d'achats d'approvisionnements et de ventes de productions qui pouvaient varier jusqu'à 100% pour une même campagne.

Comparaison prix du lait bio et conventionnel (2019-2024) €/1000 l



Comparaison Prix Blé Meunier Conventionnel & Bio (2014-2024) €/t



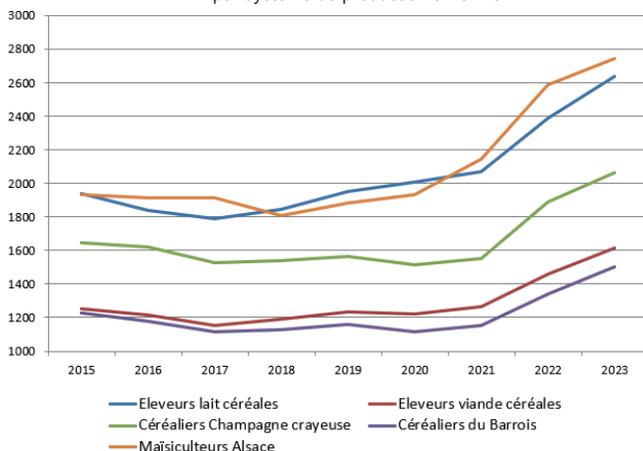
CHARGES : un ciseau des prix très défavorable

L'année 2023 a battu tous les records au niveau des charges avec une augmentation de plus de 10 %. Sur les trois dernières années, la hausse est de 31% pour les grandes cultures, 35 % pour les laitiers et 41 % pour les maïsiculteurs alsaciens qui subissent de plein fouet la hausse du coût de l'énergie (irrigation et séchage du maïs).

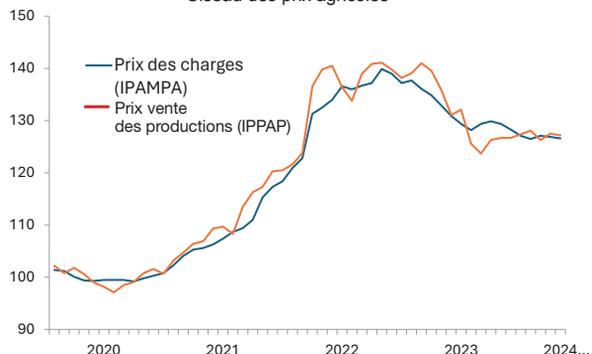
Ainsi, les charges opérationnelles explosent pour les céréaliers (prix des engrais azotés multiplié par deux), alors que les exploitants ont fait majoritairement une impasse sur les engrais de fond, mais qui ne pourra pas se renouveler chaque année. Pour les éleveurs, la hausse est limitée à 13 % car les achats d'engrais sont moins importants en raison de leurs effluents d'élevage. A noter que le poste aliment a peu varié, malgré la chute du prix des céréales et la bonne qualité des fourrages de 2023.

De plus, la hausse des charges de structure est légèrement supérieure à l'inflation. Le carburant agricole a baissé un peu après l'explosion du prix en 2022. La hausse des cotisations sociales des exploitants est sensible et se poursuivra les deux prochaines années. La tendance est donc durablement à la hausse pour ces dernières.

Évolution des charges totales par système de production en € / ha



Ciseau des prix agricoles



des courbes à partir de mars 2024. Il ne reste plus qu'à espérer des volumes de productions corrects pour 2024...

Historiquement, la courbe des prix agricoles suivait la courbe des prix des charges avec parfois un petit décalage dans le temps. En 2023, il y a eu un décrochage jamais vu. La hausse des charges, donc des coûts de production, s'est accompagnée d'une baisse inédite des prix de vente des cultures. C'est cet effet ciseau qui a généré des revenus faibles, voir négatifs dans certaines régions. On retrouve seulement un rapprochement